

PAR COURRIEL

Québec, le 3 mars 2023

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 1<sup>er</sup> février 2023, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

« Dans le cadre du plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, veuillez nous fournir pour chacune des mesures dont la société d'habitation du Québec est porteuse :

- L'état d'avancement de chacune des mesures ;
- Le budget prévu pour chaque mesure, par année ;
- Le budget réel investi pour chaque mesure, par année. »

... 2

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés concernant les mesures 9.1 et 10 dans les rapports annuels de gestion 2017-2018 à 2021-2022 disponibles sur notre [site Web](#) :

Année	Pages
2017-2018	91-92
2018-2019	97
2019-2020	99-100
2020-2021	103
2021-2022	95-96

En ce qui concerne la mesure 12, vous trouverez les renseignements demandés ci-après.

Année de programmation	Aide financière accordée	Nombre de projets
2018-2019	450 000 \$	10
2019-2020	675 000 \$	15
2020-2021	581 884 \$	15
2021-2022	510 000 \$	17

Un investissement global de 2,25 M\$ était prévu pour cette mesure couvrant quatre programmations ayant débuté en 2018-2019.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A--2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de  
la protection des renseignements personnels,

*(Original signé)*

**FADI GERMANI**

N/Réf. : 2022-2023-50

RLRQ, chapitre A-2.1

## **LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**51.** Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

## Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

### Révision par la Commission d'accès à l'information

#### a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

<b>Québec</b>	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
<b>Montréal</b>	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

#### b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).